

# Les Malgaches approuvent la gestion de la COVID-19 par le gouvernement, mais doutent de sa préparation pour de futures crises sanitaires

Dépêche No. 890 d'Afrobarometer | Léa Rakotondraibe et Ariel Astant Tianjoky

## Résumé

En janvier 2020, le monde a été frappé par la pandémie de COVID-19, apparue en décembre 2019 dans la ville chinoise de Wuhan. Cette crise sanitaire a provoqué une récession sans précédent, entraînant une hausse record de la précarité économique et sociale dans le monde (Nations Unies, 2021). Face à la propagation fulgurante de la maladie, des mesures de confinement drastiques ont dû être mises en place dans beaucoup de pays, accompagnées par la fermeture des frontières (Bouët & Laborde, 2020). En plus des millions de décès causées, la pandémie a simultanément touché le secteur de l'emploi, fragilisé les structures de productivité en général, et gravement détérioré les conditions de vie des populations à l'échelle mondiale (Schady, Holla, Sabarwal, Silva, & Chang, 2023).

Madagascar n'a pas échappé à cette réalité. Suite à la détection de ses premiers cas de COVID-19 le 20 mars 2020, l'état d'urgence sanitaire a été décrété sur l'ensemble du territoire malgache (République de Madagascar, 2020). Différentes mesures de riposte ont été mises en place, notamment la fermeture des frontières, la mise en quarantaine et le dépistage obligatoire de tous les voyageurs, le confinement des villes touchées, la prise en charge des patients aux frais de l'Etat, la restriction des activités commerciales, et la fermeture des écoles (Banque Mondiale, 2020a). Conséquence, le tissu économique et social malgache a été mis à rude épreuve (République de Madagascar, 2021). En juin de la même année, le pays a enregistré un taux de perte d'emplois de 7,7%, et 65,4% des ménages ont constaté une diminution de leurs revenus (Institut National de la Statistique, 2020). Le secteur qui emploie 90% de la main d'œuvre nationale, a été durement affecté, entraînant une réduction significative des revenus des travailleurs (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2020).

Au niveau sanitaire et humain, un total de 68.572 cas de contamination pour 1.428 décès dus à la COVID-19 ont été rapportés (Organisation Mondiale de la Santé, 2024).

Sur le plan social, la fermeture des écoles a perturbé le système éducatif. Le système sanitaire a été fragilisé et l'accès aux autres services sociaux de base a considérablement diminué (Nations Unies, 2021).

Pour aider les citoyens à faire face à ces difficultés le gouvernement malgache a mis en œuvre une politique d'urgence sociale. Avec l'appui de ses partenaires, l'Etat malgache a lancé un programme de transfert monétaire qui a profité à au moins environ 190.000 ménages (Fonds d'Intervention pour le Développement, 2024).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire de l'enquête Afrobarometer Round 9, menée en avril-mai 2022, pour explorer les expériences et les perceptions des Malgaches vis-à-vis de la pandémie.

Selon les résultats, presque la moitié des ménages malgaches ont affirmé avoir perdu une principale source de revenus à cause de la pandémie. Seulement environ le quart des Malgaches ont dit avoir été vacciné contre la COVID-19, et plus de quatre sur 10 ont affirmé qu'il n'est pas probable qu'ils le fassent à l'avenir. Les raisons les plus régulièrement citées sont liées à la sécurité du vaccin, et plus de la moitié ont déclaré ne pas faire confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité des vaccins COVID-19.

Seulement environ un sur sept personnes ont déclaré que leurs ménages ont bénéficié d'une aide gouvernementale liée à la COVID-19. La majorité des répondants ont estimé que la distribution de cette aide a été inéquitable et que des ressources destinées à la riposte contre la pandémie ont été détournées.

Cependant, la plupart des Malgaches se disaient satisfaits de la performance du gouvernement dans la gestion de la pandémie de COVID-19. Ils pensaient que celui-ci n'est pas prêt à faire face aux futures urgences de santé publique et ont demandé plus d'investissements pour être mieux préparé.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer à Madagascar, conduite par le cabinet COEF-Ressources, s'est entretenue avec 1.200 adultes malgaches en avril-mai 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées à Madagascar en 2005, 2008, 2013, 2015 et 2018.

## Résultats clés

### ■ Impacts de la COVID-19 :

- Environ un dixième (9%) des Malgaches ont dit qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif de la COVID-19.
- Près de la moitié (48%) des répondants ont affirmé qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise, ou une principale source de revenus à cause de la pandémie.

### ■ Perceptions sur les vaccins contre la COVID-19 :

- Seulement près du quart (24%) des Malgaches ont dit avoir reçu au moins une dose de vaccination contre la COVID-19.
- Plus de quatre sur 10 (44%) ont estimé qu'il n'était « pas très probable » ou « pas du tout probable » qu'ils essayent de se faire vacciner.
- La majorité des citoyens qui ont dit qu'il n'était pas probable qu'ils se fassent vacciner contre la maladie ont évoqué comme principale raison des inquiétudes liées à l'innocuité des vaccins.
- Près de la moitié des répondants ont dit faire « partiellement » (30%) ou « beaucoup » (15%) confiance au gouvernement pour garantir la sécurité des vaccins contre la COVID-19.

■ **Gestion de la pandémie :**

- Seulement 15% des citoyens malgaches ont affirmé que leurs ménages ont bénéficié d'une assistance du gouvernement dans le cadre de la pandémie.
- Plus des trois quarts (78%) des répondants ont déclaré que l'aide gouvernementale relative à la pandémie a été distribuée de façon inéquitable.
- Six Malgaches sur 10 (60%) ont dit être satisfaits de la façon dont le gouvernement a géré la pandémie de la COVID-19, même si beaucoup plus de personnes (69%) pensaient que « certaines » ou « beaucoup » des ressources disponibles pour faire face à la pandémie s'étaient envolées à cause de la corruption.

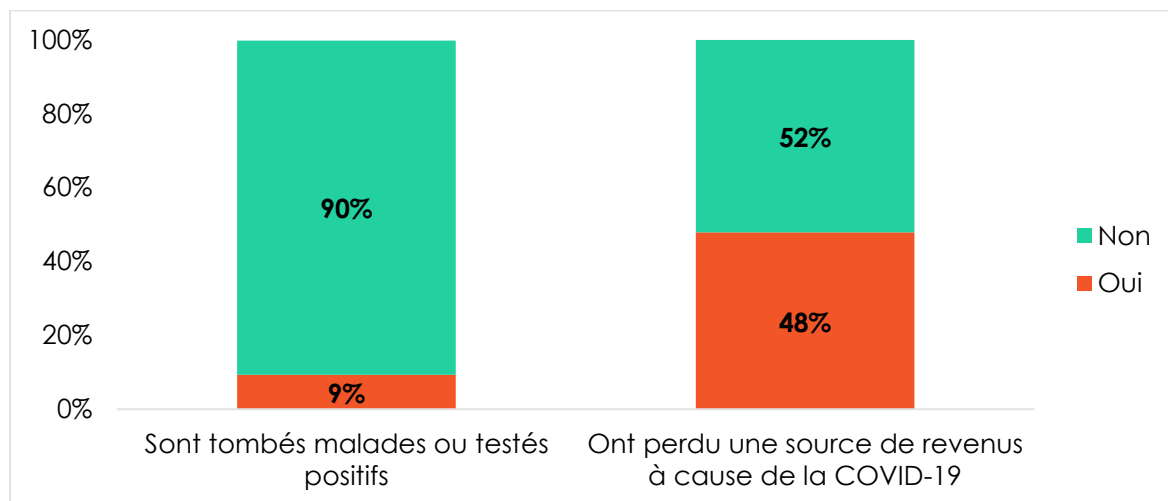
■ **Pour l'avenir :**

- La majorité (69%) des Malgaches ont estimé que le gouvernement sera « un peu mal » ou « très mal » préparé face aux futures urgences de santé publique.
- Sept citoyens sur 10 (71%) ont déclaré que davantage de ressources devraient être investies pour préparer la réponse aux futures urgences sanitaires, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour les autres services de santé.

**Impacts de la COVID-19**

Environ la moitié (48%) des Malgaches ont déclaré qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie du Coronavirus, et 9% ont dit qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif à la COVID-19 (Figure 1).

**Figure 1 : Impacts liés à la COVID-19 | Madagascar | 2022**

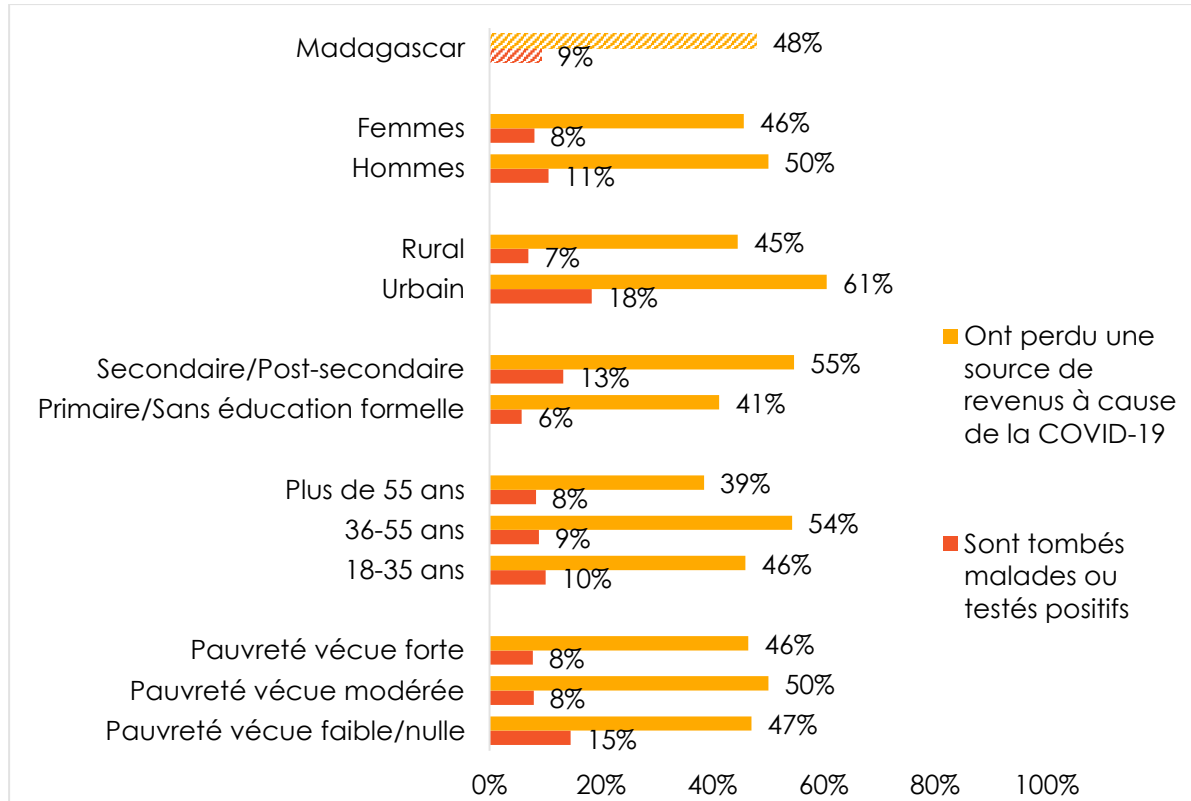


**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Etre tombé malade, ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ?

Les effets économiques négatifs de la pandémie semblaient plus prononcés dans les milieux urbains (61%), parmi les plus instruits (55%) et les hommes (50%) par rapport aux milieux ruraux (45%), aux moins instruits (41%) et aux femmes (46%) (Figure 2).

Les cas de contamination à la COVID-19, quant à eux, étaient environ deux fois plus élevés en ville (18%), parmi les riches (15%)<sup>1</sup> et les plus instruits (13%) que dans les villages (7%), parmi les pauvres (8%) et les moins instruits (6%).

**Figure 2 : Impacts liés à la COVID-19 | par groupe démographique | Madagascar | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Etre tombé malade, ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ? (% qui disent « oui »)

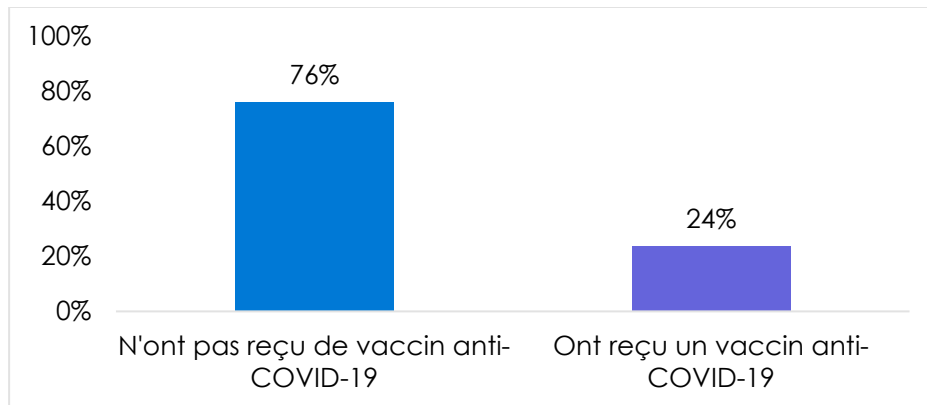
### Perceptions sur les vaccins contre la COVID-19

A Madagascar, la vaccination contre la COVID-19 a débuté en mai 2021 (UNICEF, 2022). En avril-mai 2022, seulement environ un quart (24%) des Malgaches disaient avoir reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19 (Figure 3). Trois quarts (76%) ne s'étaient pas faits vacciner, dont 44% soutenaient qu'il n'était « pas très » ou « pas du tout » probable qu'ils essayent de se faire vacciner, contre 32% qui pensaient le faire si un vaccin devenait disponible (Figure 4).

L'hésitation à la vaccination semblait plus élevée parmi les Malgaches qui vivent une pauvreté modérée (49%) et qui sont moins instruits (47%) que parmi les autres.

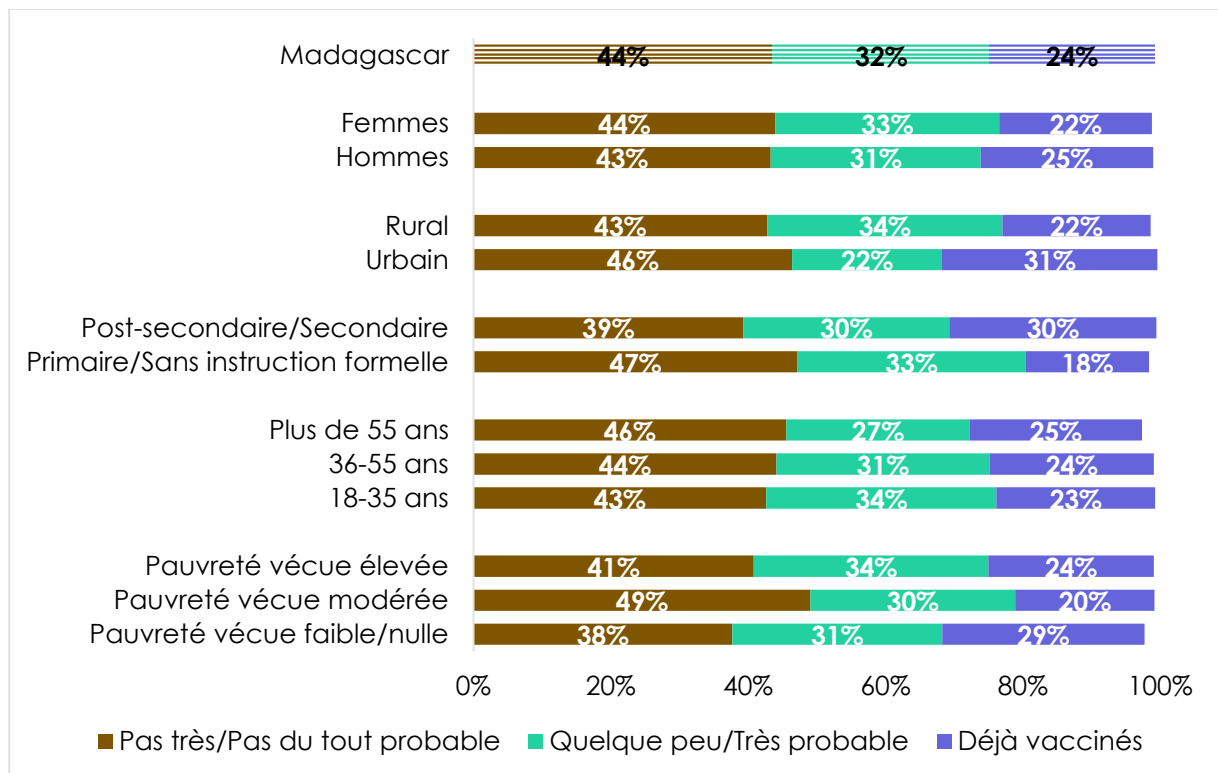
<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 3 : Vaccination contre la COVID-19 | Madagascar | 2022**



**Question posée aux répondants :** Avez-vous reçu une vaccination contre la COVID-19, une ou deux doses ?

**Figure 4 : Probabilité de se faire vacciner contre la COVID-19 | par groupe démographique | Madagascar | 2022**



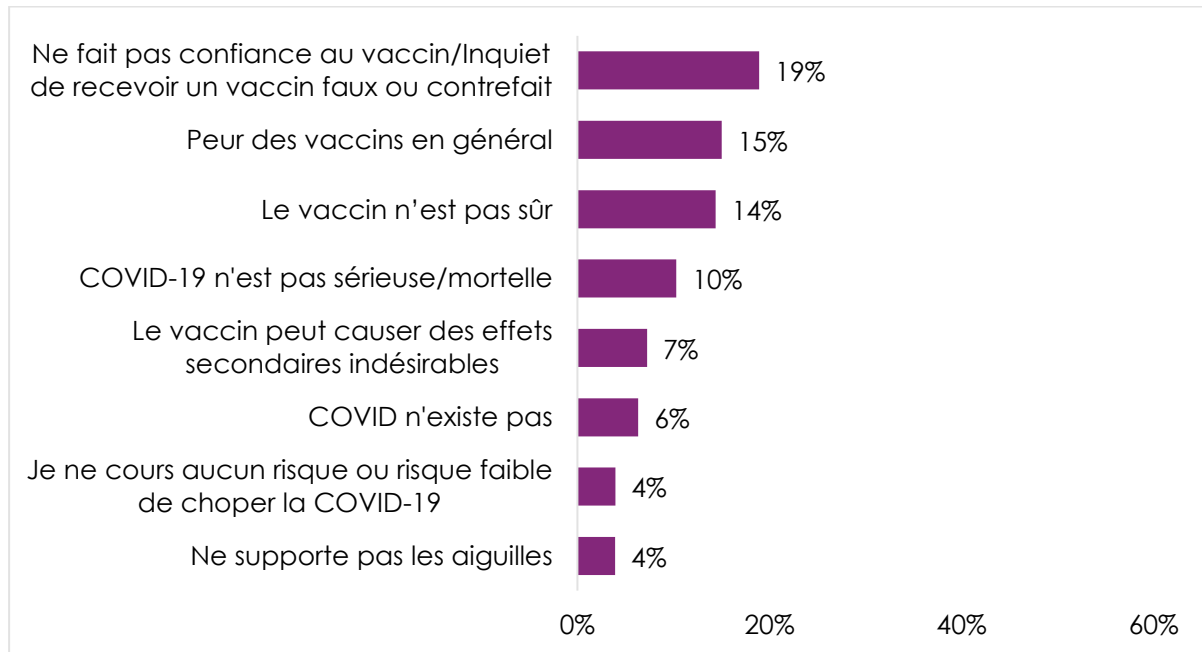
**Questions posées aux répondants :** Avez-vous reçu une vaccination contre la COVID-19, une ou deux doses ? [Si « non » :] Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

Quant aux raisons qui ont fait que les Malgaches n'envisageaient pas de se faire vacciner contre la COVID-19, la grande partie de ceux qui disaient qu'il n'est pas probable qu'ils le fassent ont cité les doutes sur l'inoffensivité du vaccin. Ils ne faisaient pas confiance au vaccin ou étaient inquiets de recevoir un vaccin faux ou contrefait (19%), disaient que le vaccin n'est pas sûr (14%), ou pensaient que le vaccin peut causer des effets secondaires indésirables (7%). D'autres disaient avoir peur des vaccins en général (15%), que la COVID-19 n'était pas

mortelle (9%) ou réelle (6%), ou encore qu'ils ne couraient pas le risque de contracter la maladie (4%) ou qu'ils ne supportaient pas les aiguilles (4%) (Figure 5).

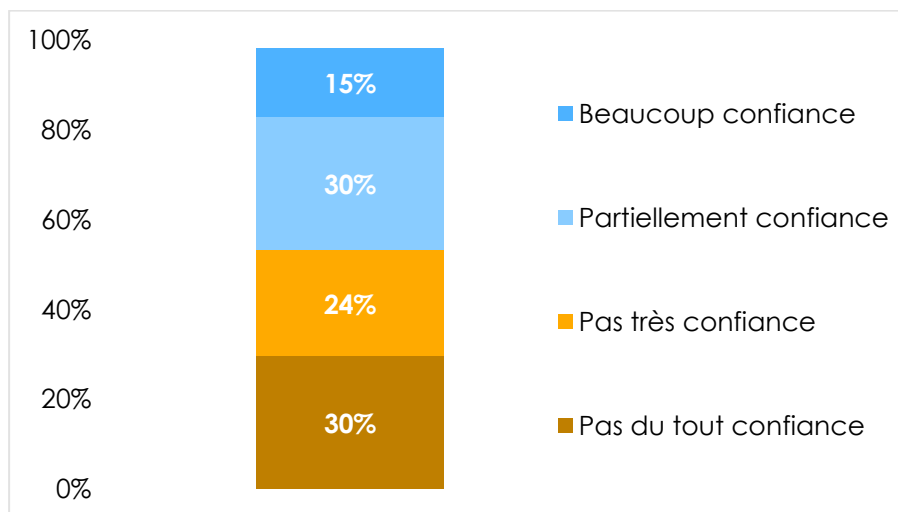
La majeure partie (54%) des citoyens malgaches n'ont pas fait confiance à leur gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins contre la COVID-19, tandis que 45% disaient lui faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance dans ce rôle (Figure 6).

**Figure 5 : Raisons du rejet de la vaccination contre la COVID-19 | Madagascar | 2022**



**Question posée aux répondants qui disent qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner :** Quelle est la principale raison pour laquelle il est peu probable que vous receviez un vaccin contre la COVID-19 ?

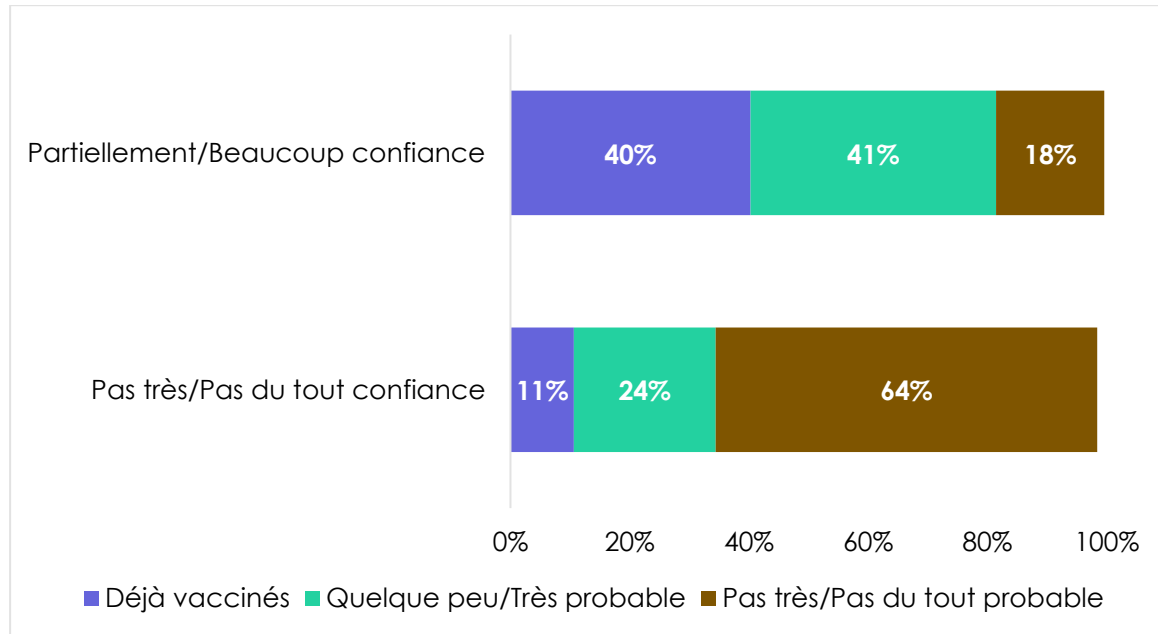
**Figure 6 : Confiance au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins contre la COVID-19 | Madagascar | 2022**



**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens malgaches est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?

La probabilité de se faire vacciner contre la COVID-19 est corrélée avec la confiance au gouvernement pour assurer la sûreté des vaccins (Figure 7). Parmi ceux qui faisaient « partiellement » ou « beaucoup » confiance au gouvernement pour garantir l'innocuité du vaccin, huit sur 10 s'étaient déjà faits vacciner (40%) ou disaient qu'il est probable qu'ils se fassent vacciner (41%). Ces taux étaient respectivement de seulement 11% et 24% parmi les répondants qui n'exprimaient pas confiance au gouvernement à ce sujet.

**Figure 7 : Probabilité de se faire vacciner** | par confiance au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins contre la COVID-19 | Madagascar | 2022



**Questions posées aux répondants :**

*Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?*

*A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens malgaches est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?*

**Gestion du gouvernement face à la pandémie**

*Assistance gouvernementale*

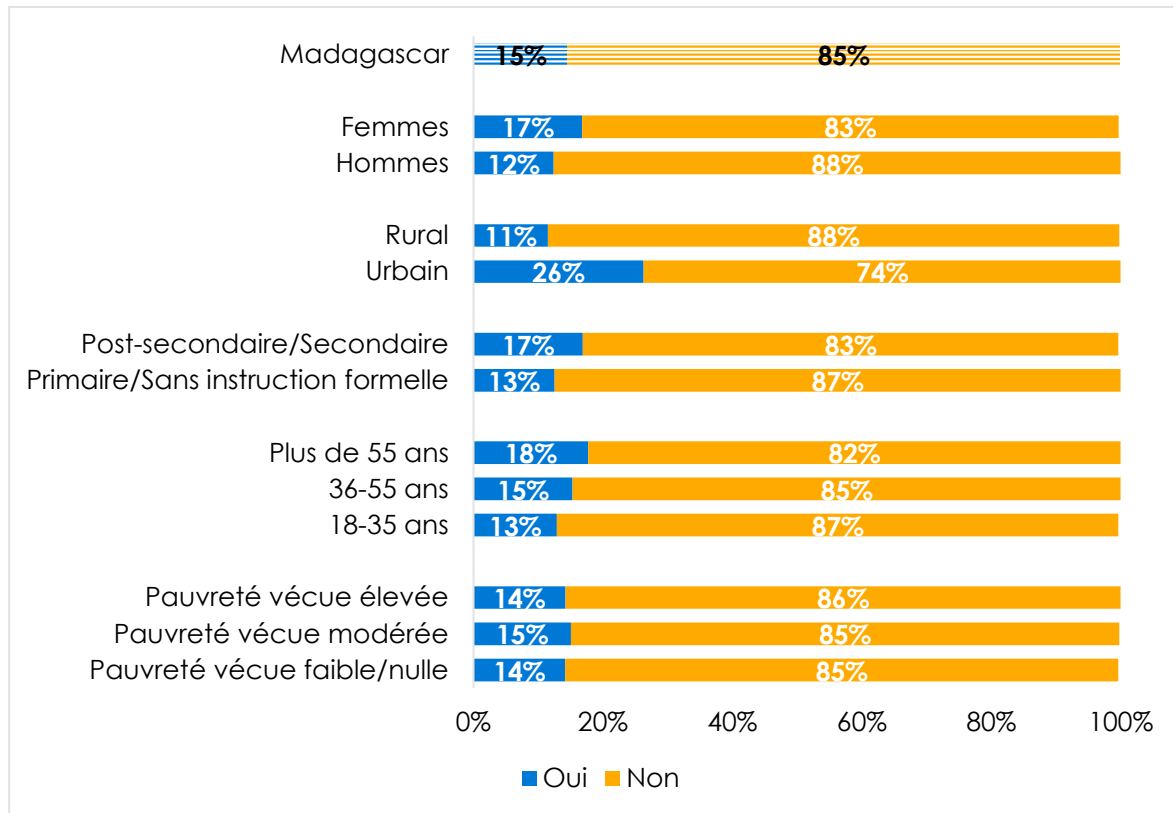
Pour rappel, comme dans presque tous les pays du monde, la COVID-19 a provoqué à Madagascar un ralentissement des activités économiques. Ce ralentissement a beaucoup affecté les ménages, surtout les plus vulnérables, raison pour laquelle les gouvernements ont initié des programmes d'assistance aux populations pendant la pandémie (Banque Mondiale, 2020b).

A Madagascar, seulement 15% des répondants ont déclaré qu'un membre de leur ménage a reçu une quelconque assistance du gouvernement. La grande majorité (85%) des Malgaches ont affirmé qu'aucun membre de leur ménage n'a bénéficié d'une aide quelconque (Figure 8).

L'assistance semble avoir profité plus aux citoyens (26%), aux personnes âgées (18% des plus de 55 ans) et aux plus instruits (17%) qu'à leurs homologues respectifs.

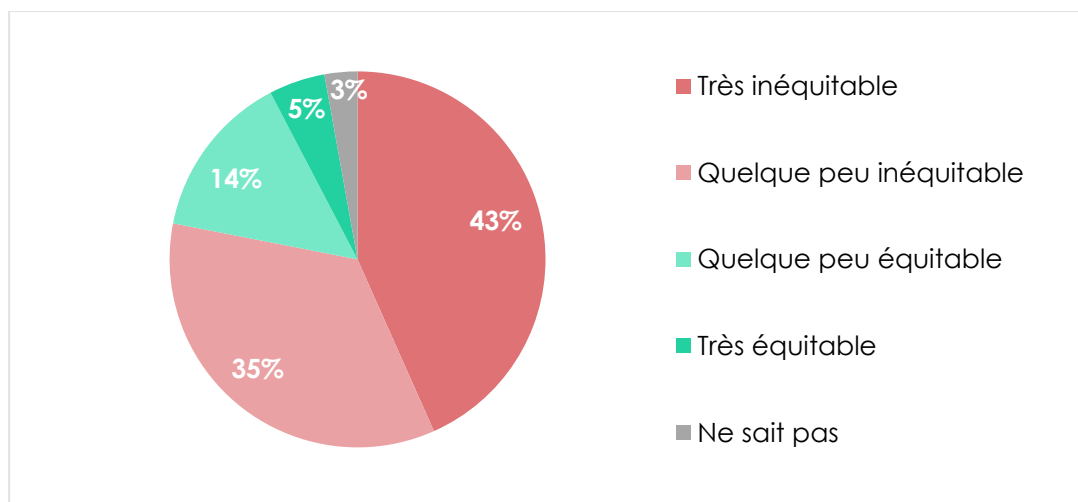
En outre, plus des trois quarts (78%) des répondants ont estimé que la distribution de l'aide a été « quelque peu inéquitable » (35%) ou « très inéquitable » (43%) (Figure 9).

**Figure 8 : Assistance de la part du gouvernement pendant la COVID-19**  
 | par groupe démographique | Madagascar | 2022



**Question posée aux répondants :** Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ?

**Figure 9 : Perception sur l'équité dans la distribution de l'aide** | Madagascar | 2022



**Question posée aux répondants :** Pensez-vous que la distribution de l'aide gouvernementale aux personnes pendant la pandémie de COVID-19, par exemple par le biais des emballages alimentaires ou paiement en espèces, a été équitable ou inéquitable ?

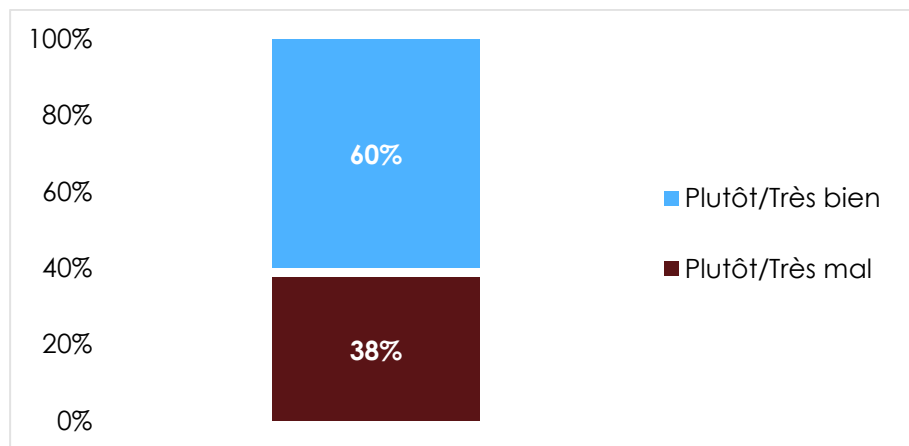


*Evaluation des efforts gouvernementaux en réponse à la COVID-19*

Dans l'ensemble, la majorité (60%) des Malgaches se disaient satisfaits de la façon dont le gouvernement a géré la riposte à la pandémie de COVID-19 (Figure 10).

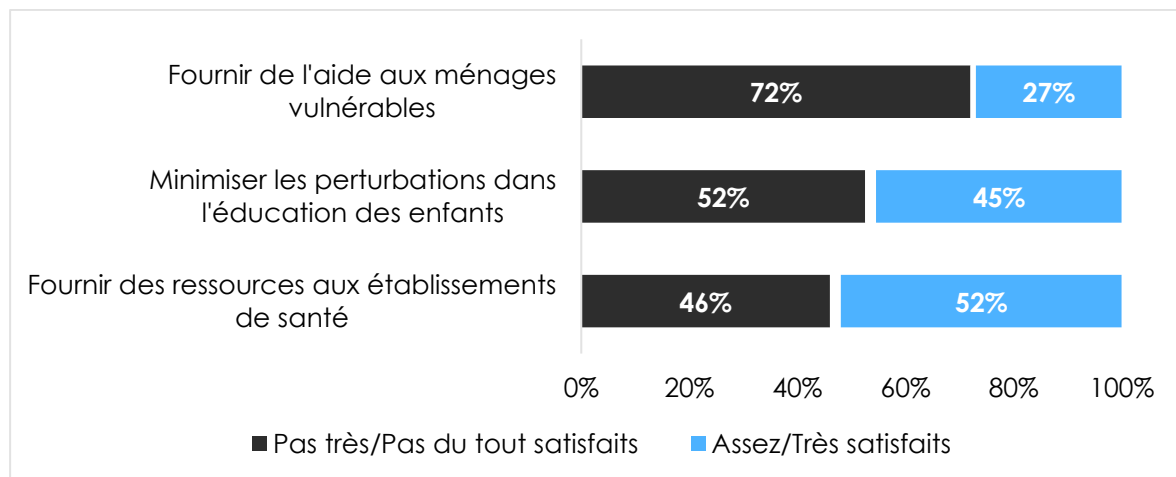
Plus spécifiquement, plus de la moitié (52%) des répondants ont approuvé les efforts déployés par le gouvernement pour fournir les ressources adéquates aux services de santé. Par contre, la majorité des Malgaches n'étaient pas fiers de la manière dont le gouvernement a fourni de l'aide aux ménages pauvres (72%) et a limité les perturbations liées à l'éducation des enfants (52%) (Figure 11).

**Figure 10 : Perception sur la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement | Madagascar | 2022**



**Question posée aux répondants :** A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel conduit bien ou mal la gestion de la réponse à la pandémie de COVID-19 ?

**Figure 11 : Performance gouvernementale dans la gestion de la COVID-19 | Madagascar | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait de la réponse du gouvernement à la COVID-19 dans les domaines suivants :

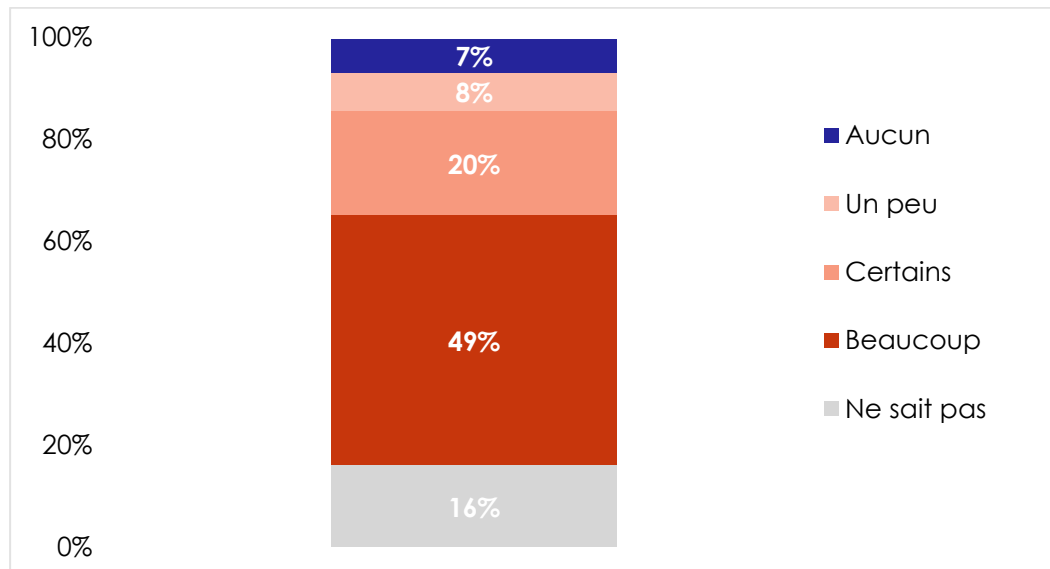
*Veiller à ce que les perturbations dans l'éducation des enfants soient réduites au minimum ?*

*S'assurer que les établissements de santé disposent des ressources adéquates pour répondre à la pandémie de COVID-19 ?*

*Apporter un soulagement aux ménages vulnérables ?*

Alors que les Malgaches ont fait globalement des appréciations positives sur la performance de leur gouvernement dans sa gestion de la COVID-19, ils ont été majoritaires (69%) à penser que « certains » ou « beaucoup » des fonds et ressources disponibles pour combattre et répondre à la pandémie ont été perdu ou volé à cause de la corruption (Figure 12).

**Figure 12 : Perception sur le détournement de moyens de lutte contre la COVID-19**  
 | Madagascar | 2022



**Question posée aux répondants :** Considérant tous les fonds et ressources disponibles pour le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de la COVID-19, combien pensez-vous qui ont été perdu ou volé à cause de la corruption ?

### Libertés démocratiques et crise sanitaire

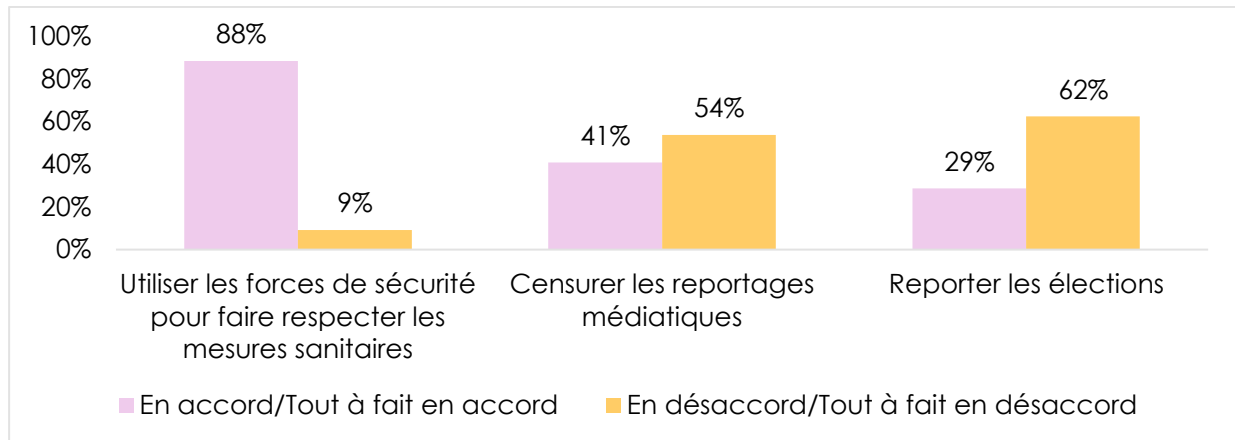
La pandémie de COVID-19 a remis en question certaines libertés démocratiques à travers des mesures comme les confinements et couvre-feux, visant à protéger la santé publique. Ces restrictions ont suscité des inquiétudes quant à l'équilibre entre sécurité sanitaire et respect des droits fondamentaux, provoquant des débats sur le rôle de l'Etat et la solidité des principes démocratiques en temps de crise (Reporters Sans Frontières, 2020).

A Madagascar, l'écrasante majorité (88%) des citoyens ont été « en accord » ou « tout à fait en accord » pour dire qu'il est justifié que le gouvernement recoure aux forces armées ou à la police pour faire respecter les mesures barrières lors d'une situation d'urgence telle que la pandémie de COVID-19 (Figure 13). Cependant, une majorité de répondants s'étaient opposés au report des élections pendant une crise sanitaire (62%) ainsi qu'à la censure des médias dans ce contexte (54%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter  
 notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Figure 13 : Faut-il limiter les libertés démocratiques en cas d'urgence sanitaire ?**

| Madagascar | 2022



**Questions posées aux répondants :** Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes ?

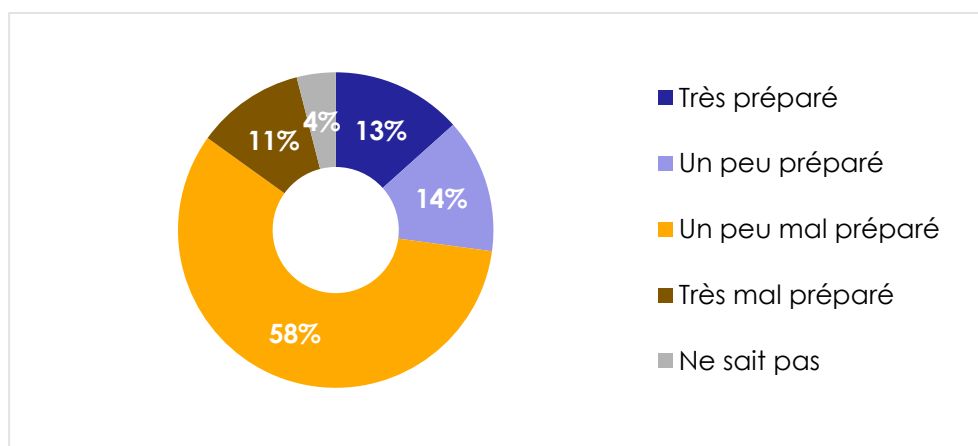
### Perspectives d'avenir

Le choc de la COVID-19 à Madagascar a mis en lumière les multiples fragilités et défis auxquels fait face le système de santé du pays (Nations Unies, 2021).

Ayant récemment été confronté aux effets de la pandémie de COVID-19, les Malgaches sont assez pessimistes sur la capacité de leur gouvernement à gérer les futures urgences de santé publique. Sept citoyens sur 10 (69%) ont pensé que le gouvernement sera « un peu mal » ou « très mal » préparé, pendant que seulement 27% ont pensé qu'il sera prêt (Figure 14).

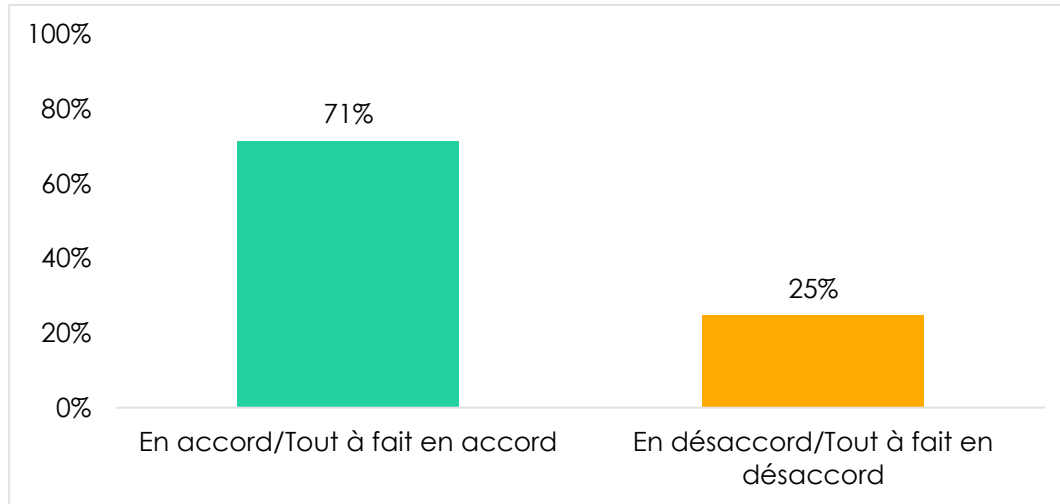
Vu que les citoyens malgaches trouvaient que leur pays n'est pas bien préparé à faire face aux éventuelles crises sanitaires, la plupart (71%) parmi eux ont dit que le gouvernement devrait investir plus de ressources pour préparer la réponse aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela implique une diminution des ressources disponibles pour les autres services de santé (Figure 15).

**Figure 14 : Préparation aux futures urgences sanitaires | Madagascar | 2022**



**Question posée aux répondants :** Après avoir vécu la pandémie de COVID-19 à Madagascar, dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement sera préparé ou non pour faire face aux futures urgences de santé publiques ?

**Figure 15 : Plus d'investissement dans la préparation aux urgences sanitaires**  
| Madagascar | 2022



**Question posée aux répondants :** *Etes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Notre gouvernement doit investir plus de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé ?*

### Conclusion

Comme le reste du monde, Madagascar a subi les effets sanitaires, sociaux et économiques de la COVID-19. Toutes les catégories de la population ont été touchées d'une manière ou d'une autre, sans distinction de genre, de lieu de résidence, d'âge, de niveau d'éducation ou de richesse.

Tandis que la réponse gouvernementale à la pandémie a suscité la satisfaction des citoyens, certaines des mesures initiées par le gouvernement pour limiter les effets de la pandémie ont fait douter la majorité des Malgaches. Ils étaient notamment réticents à se faire vacciner, ne faisaient pas confiance au gouvernement pour garantir la sécurité des vaccins, pensaient que les aides d'urgence ont été inéquitablement distribuées, et affirmaient qu'au moins certaines des ressources mises à disposition dans la lutte contre la pandémie s'étaient évaporées à cause de la corruption.

Cela a alors amené ces derniers à penser que le gouvernement ne sera pas assez bien préparé pour faire face à de potentielles futures urgences sanitaires, et à demander plus d'investissement de sa part dans ce sens.

## Références

- Banque Mondiale. (2020a). Perspectives économiques de Madagascar.
- Banque Mondiale. (2020b). Madagascar et COVID-19 : Les transferts monétaires soutiennent les plus pauvres et les plus vulnérables durant le confinement.
- Bouët, A., & Laborde, D. (2020). Les politiques à la frontière mises en place contre le Covid-19 affectent le commerce africain et les populations locales. International Food Policy Research Institute.
- Fonds d'Intervention pour le Développement. (2024). Tosika Fameno.
- Institut National de la Statistique. (2020). L'emploi et la COVID-19 à Madagascar (situation au mois d'août 2020).
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2021). Réponse socio-économique immédiate au COVID-19 à Madagascar.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2024). WHO COVID-19 dashboard.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2020). Socio-Economic Impact of COVID-19 in Madagascar.
- Reporters Sans Frontières. (2020). Afrique : La liberté de la presse à l'épreuve de la pandémie en 2020. 27 novembre.
- République de Madagascar. (2020). Décret n°2020-359 du 21 mars 2020 proclamant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire de la République. Lexika.
- République de Madagascar. (2021). Projet de loi No. 018-2021 portant loi de finances pour 2022.
- Schady, N., Holla, A., Sabarwal, S., Silva, J., & Chang, A. Y. (2023). Collapse and recovery – How the COVID-19 pandemic eroded human capital and what to do about it. Groupe de la Banque Mondiale.
- UNICEF. (2022). Pour augmenter la couverture vaccinale contre la COVID-19, Madagascar reçoit la visite du Partenariat mondial pour l'administration des vaccins contre le COVID-19.

**Léa Rakotondraibe** est directrice du cabinet COEF-Ressources, le partenaire national d'Afrobarometer à Madagascar. Email : learakoto@yahoo.fr.

**Ariel Astant Tianjoky** est consultant au sein du cabinet COEF-Ressources. Email : coef-re@moov.mg.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 890 d'Afrobarometer | 30 octobre 2024